

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, salarié de coopérative agréé, GFP, ingénieur ou technicien de l'ONF, de la DDT), indiquer ses coordonnées.

Organisme : Nom : prénom :
 Adresse :
 Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_| Commune :
 ☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|
 N° de télécopie : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| Mél :

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, **désignation de la commune** portant la partie de l'investissement la plus importante :

a) Localisation cadastrale des ouvrages : prévoir une ligne par tronçon ou nature d'ouvrage

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral <i>(faire figurer ici le n° de l'ouvrage indiqué sur votre plan cadastral)</i>	Quantité projetée (ml ou m ²)	Nom de la (des) commune (s) de situation du projet	Liste des parcelles concernées (section, numéro, subdivision)
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ , _ _		

Totaux par nature d'opérations (cf. notice : Piste, route...)	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ , _ _

b) Nature, descriptif du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs,)

c) Garantie de gestion durable dans le cas d'un dossier individuel (joindre obligatoirement le **justificatif** précisé par la notice)

La propriété forestière desservie par le projet, bénéficie d'une garantie ou présomption de gestion durable suivante :

- aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- plan simple de gestion obligatoire
- plan simple de gestion volontaire
- règlement type de gestion
- adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles
- autre (Zone NATURA 2000 : adhésion à une charte ou à un contrat,)

d) Opération s'inscrivant dans un schéma directeur de desserte forestière : oui non

Si oui, détailler dans l'annexe 2 (précisez toutes les références utiles du document de planification et la place du projet dans ce dernier)

e) Opération présentée dans le cadre d'une stratégie locale de développement (précisez laquelle et la place du projet au sein de la stratégie locale de développement) :

f) Opération collective portée par une structure de regroupement ou par un maître d'ouvrage délégué (indiquez le nombre de partenaires et joignez la liste nominative de ces derniers) :

g) Caractère multifonctionnel des forêts et ouverture au public (justifier que la desserte contribue au caractère multifonctionnel des forêts et est ouverte au public - cf. notice du formulaire pour connaître la manière de remplir cette partie). **Rubrique à remplir obligatoirement**

h) Calendrier prévisionnel des investissements

➤ Date prévisionnelle de début du projet : _____ (jour, mois, année)

Année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle correspondante (€)
	_ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ _ _ _ _

➤ Date prévisionnelle de fin du projet : _____ (jour, mois, année)

a) Dépenses matérielles

ajouter un tableau comportant les mêmes colonnes si besoin

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral	Nature des opérations ou investissements	unité	Prix unitaire € HT / mètre linéaire ou m ²	Quantité demandée	Montant prévisionnel € HT par action	Nom du fournisseur à l'origine du devis	Devis joint
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
			□□□□, □□	□□□, □□	□□□□□, □□		
montant prévisionnel total des investissements matériels					□□□□□, □□		

b) Dépenses de frais généraux liés au projet (anciennement "dépenses immatérielles")

Les dépenses immatérielles (études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalable et maîtrise d'œuvre) sont à additionner.

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant prévisionnel € HT	Devis joint
<i>maîtrise d'œuvre</i>		□□□□, □□	
		□□□□, □□	
		□□□□, □□	
montant prévisionnel total des frais généraux		□□□□□, □□	

Coût du projet = montant prévisionnel TOTAL des investissements matériels et frais généraux (immatériels) □□□□□□, □□

Financement du projet	Montant HT en €
Etat et / ou Région Grand Est	□□□□□□□□□□, □□□□
Union Européenne (FEADER)	□□□□□□□□□□, □□□□
Autre Financeur public (préciser)	□□□□□□□□□□, □□□□
Autre Financeur public (préciser)	□□□□□□□□□□, □□□□
Sous-total financeurs publics	□□□□□□□□□□, □□□□
Financeurs privés (préciser)	□□□□□□□□□□, □□□□
Sous-total financeurs privés	□□□□□□□□□□, □□□□
Montant de l'autofinancement	□□□□□□□□□□, □□□□
TOTAL HT général = coût du projet	□□□□□□□□□□, □□□□

Rappel : tout projet dont le montant d'aide publique est inférieur à 5 000,00 € est inéligible. Les modalités d'aide sont rappelées dans l'appel à projets.

Le projet bénéficie t'il ou bénéficiera t'il d'un prêt bonifié : oui non

(Cocher les cases)

Je demande (nous demandons) à bénéficier de l'aide à la desserte forestière au titre du type d'opération 0403G du Programme de développement rural régional Alsace 2014-2022.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux indiqués la présente demande,
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables à la DDT,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et mentionnés dans l'appel à projets, au-delà desquels tout ou partie de la subvention serait caduque de plein droit,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de début d'éligibilité des dépenses, figurant sur l'accusé réception de la demande de subvention,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide

- A respecter, lorsque j'y suis soumis, les règles de la commande publique rappelées dans la notice et à fournir les pièces justificatives au moment du paiement
- à respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité de l'opération telles que précisées dans l'appel à projets,
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date de notification de la décision juridique,
- à informer la DDT de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, du contenu de mon projet,
- à transmettre sans délai à la DDT la déclaration de début des travaux,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, la délibération régionale correspondante et la décision attributive d'aide,
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet,
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional et/ou la délibération régionale en vigueur,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux inscrits au plan de financement prévisionnel du projet,
- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains desservis par le présent projet pendant cinq ans à compter du versement du solde de l'aide FEADER attribuée,
- à maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide FEADER attribuée,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- à faire la publicité de la participation de l'Union européenne (Fonds européen agricole pour le développement rural : FEADER) - informations disponibles en consultant le lien internet suivant : <http://www.fonds-europeens-alsace.eu/programmes-alsace/obligation-publicite-europeenne-programme-feader.html>),
- à faire la publicité des participations des co-financeurs nationaux dans des modalités similaires à celles prévues pour le FEADER.

(Cocher les cases)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains à desservir seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter du versement du solde de l'aide FEADER accordée,
 - de maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à compter du versement du solde de l'aide FEADER accordée,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
 - de pouvoir apposer une plaque ou panneau comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire, qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques.
- avoir informé le/les propriétaire(s) concernés qu'en cas de reversement des sommes versées pour manquement à leurs engagements je pourrais me retourner contre-eux.

(Cocher la case)

Je suis informé (e) (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide de l'Union européenne (fonds Feader). Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans,
- que, l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la Région Grand Est, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et l'Agence de services et de paiement (ASP). Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT.
-

Pièces	Type de demandeurs ou de dossiers concernés	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDAF	Sans objet
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité				
Certificat d'immatriculation indiquant le n° de SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis ⁽¹⁾	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles):GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie d'une pièce d'identité	Tous demandeurs sauf collectivités territoriales et ASA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié	Tous demandeurs sauf ASA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tableau des parcelles joint à l'arrêté constitutif de création de l'ASA	ASA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de représentation légale ou de pouvoir	Demandeurs non détenteurs de la propriété			
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-proprétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-proprétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires	OGEC, structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le représentant légal à solliciter une aide	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le représentant légal à solliciter une aide	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le représentant légal à solliciter une aide	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, ASL, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts en vigueur	Tous sauf personnes publique et particuliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si subvention > 23 000 €	Personnes morales de droit privé			
Extrait des statuts Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations Sociétés civiles (SCI), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Liste des aides publiques perçues au titre du règlement "de minimis" dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire (cf. annexe 1)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (avec coordonnées IBAN et BIC)	Le cas échéant ⁽¹⁾ . Pour les collectivités, porter le cachet sur le RIB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structures de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formulaire d'engagement à respecter les règles relatives à la commande publique : ex-Cerfa 14861*01	Demandeurs soumis à la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces techniques				
Rapport de présentation (annexe 2)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté & signé par le demandeur	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastral daté & signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées.	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justification des autorisations réglementaires obtenues (y compris Avis de l'Autorité Environnementale : arrêté suite à l'analyse au cas par cas, étude d'impact).	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS)	Tous les dossiers individuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
« Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (annexe 2 du présent formulaire de demande d'aide)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DDT après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : / / Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDT. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

⁽²⁾ fournie par les services fiscaux (accessible en ligne sur le site impôts.gouv.fr)

⁽³⁾ fournie selon les cas par l'URSSAF (régime général), la MSA (personne assujettie au régime agricole) ou le régime social des indépendants (RSI). Pour l'URSSAF et la MSA le demandeur peut faire la demande directement en ligne sur mon.urssaf.fr ou msa.fr

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Veillez transmettre l'original du dossier à la Direction Départementale des Territoires (DDT) du département du siège de votre structure et conserver une copie :

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin (DDT 68)

Service de l'Eau, de l'Environnement et des Espaces Naturels
Bureau Nature Chasse Forêt
Cité administrative – Bâtiment Tour
68026 COLMAR CEDEX
Dossiers suivis par Monsieur Serge DOLIK - Tél. : 03 89 24 86 71

Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin (DDT 67)

Service de l'Environnement et de la Gestion des Espaces
Pôle Milieux Naturels et Espèces
14 rue du Maréchal Juin
BP 61003
67070 STRASBOURG CEDEX
Dossiers suivis par Monsieur Jacques WENTZ - Tél 03.88.88.91.17.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom, qualité et signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision ; cachet le cas échéant)

Annexe 1

Type d'Opération : 0403G Investissements pour l'amélioration de la desserte forestière Fiche de déclaration des aides publiques de minimis déjà perçues

Je soussigné(e).....(nom, prénom et qualité)
représentant de, entreprise unique au sens
de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à
d'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au
Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013, atteste :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents
la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au
règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus			Total (A) = €

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans
le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus			Total (B) = €

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n°
1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
--	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
---	----------------------	---

Date de démarrage de l'exercice fiscal

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide
demandée (C) dans le présent formulaire sera accordée dans le cadre du régime d'aide d'Etat SA.41595 (N2016/N-2) - Partie B

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par
l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* entreprise reçues au cours de l'exercice
fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

Cocher la case correspondant à votre situation :

J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis
agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)

J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de
minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également les tableaux pages 9 et 10
du formulaire.**

Complément à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG)

Si mon entreprise exerce :

- des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « agricole »** (en application du règlement (UE) n°1408/2013 dit « règlements de minimis agricole ».),
- et/ou des activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « pêche et aquaculture »** (en application du règlement (UE) n° 717/2014, dit « règlement de minimis pêche ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **D) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement (UE) n° 1408/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole			Total (D) = €

Inscrire également dans ce tableau les aides de minimis agricole considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 2 paragraphe 2).

- **E) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (E) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis pêche			Total (E) = €

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2, agricole (D) et pêche (E)	[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) =	€
--	--------------------------------	----------

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole et pêche reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

² Selon le règlement (UE) n°1408/2013, le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». Une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative.

S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général au titre duquel elle a perçu des aides de minimis « SIEG » (en application du règlement (UE) n°360/2012) :

J'atteste sur l'honneur :

- F) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « de minimis » SIEG (en application du règlement (UE) n° 360/2012)

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides perçues ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (F) =	€
Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2 + aides de minimis agricole (D) + pêche (E) + SIEG (F) en annexe 2bis		[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E)+(F) =	€

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole, pêche et SIEG reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 500 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Attention :

- ⇒ On entend par entreprise, aux fins des règles de concurrence énoncée dans le traité, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement
- ⇒ Inscrire également dans les tableaux les aides de minimis entreprises considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative paragraphe 2)

Annexe 2

Type d'Opération : 0403G Investissements pour l'amélioration de la desserte forestière

Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Nom - Prénom ou Dénomination du demandeur

.....

Nom - Prénom du représentant légal :

.....

Adresse :

.....

.....

CP- Ville :

.....

.....

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | |

N° fiscal :

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 13 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise / la structure que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables.

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation sur l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur.
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom, prénom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure ou tous membres d'un GAEC)